Pétition des personnels du Comminges :
A l'attention du Directeur Régional

Saint-Gaudens, Novembre 2015

Nous, personnels des différents services de la DGFiP dans le Comminges, souhaitons vous interpeller sur la situation spécifique de notre territoire. Suite à l'annonce du maintien de la trésorerie de l'Isle-en-Dodon, vous avez affirmé vouloir analyser la situation du Comminges au vu de l'arbitrage ministériel.
Aussi, nous tenons à vous rappeler les revendications liées à la spécificité de notre territoire :

- ➔ Le processus de fusion imposée des intercommunalités prévu par la loi NOTRé est en cours de discussion et nous savons qu'un des projets prévoit une collectivité qui engloberait l'ensemble des intercommunalités du Comminges. Des annonces de fermetures de trésoreries ne manqueront pas de faire suite à cette restructuration territoriale. **Soucieux du maintien du réseau de proximité de pleine compétence et des emplois à la DGFiP, nous exigeons un moratoire sur les suppressions des trésoreries ainsi que l'ouverture d'un débat public sur les services publics de notre bassin de vie.**
- ➔ Alors que l'administration privilégie le tout numérique sans écoute des besoins des populations, **nous demandons une prise en compte des spécificités de notre territoire** : espaces ruraux et de montagne, zone blanche pour internet, réseau routier spécifique, présence nombreuse d'usagers âgés, ….**Ici moins qu'ailleurs, le service public ne peut être virtuel.**
- ➔ Dans le Comminges sont concentrés 30 % des emplois vacants du département de la Haute Garonne. Au 1er mars, ce sont 12 emplois B et 8 C qui seront vacants. Les conditions de travail des services n'en seront que plus dégradées.

Le Comminges ne doit pas être la variable d'ajustement en matière de suppression d'emploi dans le département. Notre territoire est depuis longtemps la cinquième roue du carrosse en matière de services publics. Nous exigeons le comblement de tous les emplois vacants et la création des emplois en nombre suffisants pour l'exercice de nos missions envers les usagers et les collectivités locales.

Nom-Prénom	Signature	Service